

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS

12 Place du Panthéon
75231 - PARIS cedex 05

Maître d'œuvre

ABMS CONSEIL - Agence de Paris
10 Avenue de l'Entreprise - Edison 4
95800 - CERGY

Opération

Remplacement 3 ascenseurs
Résidence / Centre Universitaire ASSAS
92 rue d'Assas - 75006 PARIS
Affaire n°230903869

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1. <i>PREAMBULE</i>	<i>4</i>
1.2. <i>IDENTIFICATION DE L'OPERATION.....</i>	<i>4</i>
1.3. <i>CARACTERISTIQUES DU BATIMENT</i>	<i>5</i>
1.4. <i>CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION</i>	<i>6</i>
1.5. <i>CLASSIFICATION DE L'IMMEUBLE</i>	<i>7</i>
2. VISITE SUR SITE	7
3. NORMES ET REGLEMENTS	7
3.1. <i>REGLEMENTATION RELATIVE AU CODE DU TRAVAIL.....</i>	<i>8</i>
3.2. <i>REGLEMENTATION RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC.....</i>	<i>8</i>
3.3. <i>REGLEMENTATION GENERALE RELATIVE AUX ASCENSEURS :</i>	<i>8</i>
3.4. <i>NORMES FRANÇAISES RELATIVES AUX ASCENSEURS :</i>	<i>8</i>
3.5. <i>REGLEMENTATION INCENDIE :</i>	<i>9</i>
3.6. <i>DIVERS</i>	<i>9</i>
4. AMIANTE	9
5.1. <i>DOCUMENT A FOURNIR :</i>	<i>10</i>
5.2. <i>ACCES SITE</i>	<i>11</i>
5.3. <i>CIRCULATION SUR SITE & REGLES</i>	<i>11</i>
5.4. <i>LIVRAISONS.....</i>	<i>11</i>
5.5. <i>QUAI DE LIVRAISON.....</i>	<i>11</i>
5.6. <i>PERMIS FEU.....</i>	<i>12</i>
5.7. <i>NETTOYAGE CHANTIER & SOURIS.....</i>	<i>12</i>
6. ETENDUE DES PRESTATIONS	12
7. PRESTATIONS PARTICULIERES.....	14
8. APPRECIATION DES OUVRAGES	15
9. MODE OPERATOIRE ET DUREE DES OUVRAGES.....	15
9.1. <i>MODE OPERATOIRE.....</i>	<i>15</i>
9.2. <i>DUREE DES TRAVAUX</i>	<i>15</i>
9.3. <i>PLANNING GLOBAL.....</i>	<i>16</i>
9.4. <i>ÉCHANTILLONS.....</i>	<i>16</i>
9.5. <i>DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LE DEMARRAGE DES TRAVAUX</i>	<i>16</i>
9.6. <i>CONTRAT DE MAINTENANCE.....</i>	<i>16</i>

9.7. GARANTIE.....	16
9.8. ATTESTATIONS ET CERTIFICATS.....	17
10. DEFINITION TECHNIQUE DES TRAVAUX.....	17
10.1. PREAMBULE.....	17
10.2. GENERALITES.....	17
10.3. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	18
11. ESSAIS, CONTROLES TECHNIQUES ET MISE EN SERVICE	18
11.1. VERIFICATIONS PREALABLES A LA MISE EN SERVICE.....	18
11.2. MISE EN SERVICE.....	18
11.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES A FOURNIR A LA MISE EN SERVICE.....	18
10. ANNEXES.....	19

1. GENERALITES

1.1. PREAMBULE

Le marché de travaux sera conclu et traité en lot unique. Le Titulaire sera donc responsable de l'ensemble des travaux nécessaires à la bonne fin des ouvrages, y compris les travaux annexes et connexes.

1.2. IDENTIFICATION DE L'OPERATION

Adresse de l'installation	Identification	Type de travaux
92 RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - BATIMENT : A - REPERE : ASC 3 - DUPLEX GAUCHE	Asc 3 - HPZ90	Remplacement Complet
92 RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - BATIMENT : A - REPERE : ASC 2 - DUPLEX DROIT	Asc 2 - HPZ91	Remplacement Complet
92 RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - BATIMENT : D - REPERE : ASC 5 - BIBLIOTHEQUE	Asc 5 - HPZ92	Remplacement Complet

1.3. LES NIVEAUX DESSERVIS POUR CHACUN DES ASCENSEURS – ETAT PRESENT

Niveaux desservis	Duplex Gauche		Duplex Droite		Bibliothèque
	ASC HPZ90		ASC HPZ91		ASC HPZ92
	ASC 3		ASC 2		ASC 5
	Face 0°	Face 180°	Face 0°	Face 180°	Face 0°
8e étage	✓	✗	✗	✗	✗
7e étage	✓	✗	✓	✗	✗
6e étage	✓	✗	✓	✗	✗
5e étage	✓	✗	✓	✗	✗
4e étage	✓	✗	✓	✗	✗
3e étage	✓	✗	✓	✗	✗
2e étage	✓	✗	✓	✗	✓
1e étage	✓	✗	✓	✗	✓
RDC HAUT	✓	✓	✓	✗	✓
RDC BAS	✓	✓	✓	✓	✓
1er sous-sol	✓	✗	✓	✓	✓
2e sous-sol	✗	✗	✗	✗	✗

1.4. LES NIVEAUX DESSERVIS POUR CHACUN DES ASCENSEURS – ETAT FUTURE

	Duplex Gauche		Duplex Droite		Bibliothèque
	ASC HPZ90		ASC HPZ91		ASC HPZ92
	ASC 3		ASC 2		ASC 5
Niveaux desservis	Face 0°	Face 180°	Face 0°	Face 180°	Face 0°
8e étage	✓	✗	✗	✗	✗
7e étage	✓	✗	✓	✗	✗
6e étage	✓	✗	✓	✗	✗
5e étage	✓	✗	✓	✗	✗
4e étage	✓	✗	✓	✗	✗
3e étage	✓	✗	✓	✗	✗
2e étage	✓	✗	✓	✗	✓
1e étage	✓	✗	✓	✗	✓
RDC HAUT	✓	✗	✓	✗	✓
RDC BAS	✓	✗	✓	✓	✓
1er sous-sol	✓	✗	✓	✓	✓
2e sous-sol	✗	✗	✗	✗	✗

1.5. CARACTERISTIQUES DU BATIMENT

L'ensemble immobilier, accessible depuis les rues d'Assas et Notre Dame des Champs, est composé de plusieurs bâtiments imbriqués :

- ✓ Bâtiment A, R+8, avec 2 niveaux de sous-sol, dont le dernier plancher par rapport un niveau d'accès des secours se situe à 28,65 m et qui constitue, de ce fait, un IGH de la classe Z. Toutefois, la commission de sécurité a accepté, le 22/01/2002, que la réglementation relative aux ERP lui soit applicable avec mesures aggravantes sous réserve de la création d'escaliers extérieurs reliant les R+7 et R+8 et SSI de catégorie A avec détection dans les locaux à risques particuliers, dans les circulations et la bibliothèque
- ✓ Bâtiment B situé au R+1 est à usage administratif
- ✓ Bâtiment C comptant 5 amphithéâtres répartis du R-1 au R+5 et la bibliothèque universitaire au R+1
- ✓ Bâtiment D, R+2 à usage administratif et R+1 prolongement de la bibliothèque universitaire
- ✓ Bâtiment F, salle « Le Patio » (restaurant) simple Rdc en intercommunication avec le bâtiment A (Rdc et Rdc haut) ainsi qu'avec le hall principal

NOTA : Le bâtiment E élevé de 5 étages sur Rdc avec 1 sous-sol est isolé de l'ensemble immobilier, relève du code du travail mais est équipé du même SSI de l'ensemble immobilier

L'établissement est donc organisé comme suit :

- ✓ R-2 : locaux techniques
- ✓ R-1 : Amphi de 1 000 places et amphi de 450 places, salle de cours, chaufferie gaz, magasins de la bibliothèque, locaux associatifs étudiants et locaux techniques
- ✓ Rdc bas : Hall d'accueil, 2 amphi de 240 places, Le Patio, cafétéria et salle des sports
- ✓ Rdc haut : Hall ouvrant sur la rue Notre Dame des Champs (sur le bâtiment E), cafétéria, salles de travail
- ✓ R+1 : Amphi 1 700 places, bibliothèque et administration
- ✓ R+2 à R+7 (bâtiment A) : Salles de cours et bureaux

- ✓ R+8 : Logements de fonction

1.6. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Le marché dont les prestations sont définies dans les documents techniques et administratifs a pour objectif le remplacement à neuf de 4 ascenseurs répartis dans l'immeuble de CENTRE ASSAS.

Le but de cette opération est le remplacement des ascenseurs existants (électrique) par des modèles électriques sans locaux de machineries.

Ce changement doit permettre :

- ✓ De garantir un produit conforme à l'usage (livraison du CROUS)
- ✓ De mettre des ascenseurs de type électrique garantissant une précision d'arrêt de 10mm.
- ✓ D'assurer un déblocage des usagers bloqués en cabine, suite à une coupure de courant. (Conservation du raccordement des groupes EAS (groupe électrogène))
- ✓ De garantir un taux de disponibilité des ascenseurs de 98%.
- ✓ De réduire la consommation électrique.
- ✓ D'améliorer l'esthétique grâce un nouvel habillage cabine.
- ✓ Protéger les portes et les cabines des actes de manutention avec des transpalettes.

Les armoires de commandes et les tableaux électrique seront installés dans les armoires de manœuvre ou les locaux de machines existant après validation du maître d'ouvrage.

D'autre part, des éléments sont en place sur les ascenseurs et devront être réutilisés sur les ascenseurs neufs.

Les éléments suivants seront donc démontés proprement afin d'être installés et mis en service sur l'ascenseur neuf :

- ✓ AES
- ✓ Conservation des VIGIKS ou contrôle d'accès existants
- ✓ Manœuvre Pompier

Les travaux de remplacement des ascenseurs se dérouleront dans un bâtiment en exploitation dont les interventions se réaliseront de jours, avec des horaires de livraison hors des horaires d'accueil des étudiants.

1.6.1. Ascenseur Duplex Gauche – ASC HPZ90 (ASC 3)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf suivant les caractéristiques ci-dessus et comprend

- Démontage
- Pose ascenseurs neuf complet
- Reprise des paliers au droit des ouvrages
- Raccordement des éléments électriques existants (PC Sécurité, Badges, AES, etc...)
- Mise en place de lisses de protection en bois dans la cabine
- **Mise en place de seuils renforcés en ACIER plein**
- **Conservation du raccordement AES existant**
- Mise en place de potelet au niveau des paliers (Sous-sol -1, RDB et RDH) afin de protéger les portes en cas d'utilisation de chariots manuel ou électrique.
- **La non-reconduction du service traversant de l'appareil de gauche, à supprimer dans le cadre des travaux. Le rebouchage des baies palière sont à la charge de l'entreprise.**

1.6.2. Ascenseur Duplex Droite – ASC HPZ91 (ASC 2)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf suivant les caractéristiques ci-dessus et comprend

- Démontage
- Pose ascenseurs neuf complet
- Reprise des paliers au droit des ouvrages
- Raccordement des éléments électriques existants (PC Sécurité, Badges, AES, etc...)
- **Mise en place de seuils renforcés en ACIER plein**
- **Conservation du raccordement AES existant**
- Mise en place de protection afin de protéger les portes palières susceptible de recevoir des chocs de chariot manuel ou électrique.
- Mise en place des lisses de protection en bois en cabine.
- Une porte palière EI60 à prévoir au SSol-1 côté locaux Crous
- Mise en place de potelet au niveau des paliers (Sous-sol -1, RDB et RDH) afin de protéger les portes en cas d'utilisation de chariots manuel ou électrique.
- **Mise en place d'un dispositif d'ouverture privative au Sous-sol -1 côté CROUS, est impérative et de préférence via le contrôle d'accès existant : Chubb CH400 Version 7 superviseur de type PRYSM AppVision V 3.5.14.3. Il faudra prévoir un mode opératoire avec le Crous afin d'organiser la gestion des entreprises de livraison.**

1.6.3. Ascenseur Bibliothèque – ASC HPZ92 (ASC 5)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf suivant les caractéristiques ci-dessus et comprend

- Démontage
- Pose ascenseurs neuf complet
- Reprise des paliers au droit des ouvrages
- Raccordement des éléments électriques existants (PC sécurité, Badges, AES, appel prioritaire pompier etc...)
- **Mise en place de seuils renforcés en ACIER**
- Mise en place des lisses de protection en bois en cabine non obligatoire car manutention de ramette de papier.

L'ascenseur Bibliothèque est largement utilisé, notamment pour des livraisons de papier sur chariot

1.7. CLASSIFICATION DE L'IMMEUBLE

Le projet concerne exclusivement le remplacement complet des ascenseurs existants sans modification de l'accessibilité existante.

Pas de modification relative au classement de l'établissement.

Type (activité principale et annexes) : **R-L-N-S-X**

Catégorie : **1**

Effectifs (public / personnel) : **6 900**

2. VISITE SUR SITE

Une visite de l'installation est obligatoire, **les candidats devront prendre rendez-vous avec l'établissement** afin de déterminer la date de passage. Suite à cette visite un quitus vous sera transmis et devra être fourni avec l'offre.

3. NORMES ET REGLEMENTS

Les travaux définis dans les documents techniques particuliers devront être exécutés conformément aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, ordonnances, normes, D.T.U. et règles administratives en vigueur à la date de signature du contrat. Les références normatives et réglementaires sont notamment :

Les dates ne figurent que pour information. Seule la version en vigueur s'applique. Cette liste n'est pas exhaustive.

3.1. REGLEMENTATION RELATIVE AU CODE DU TRAVAIL.

Code du Travail, article L 231.1 (hygiène et sécurité),

Décret du N° 2008-1325 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants,

Décret N° 88-1056 du 14 Novembre 1988 modifié par Décret n°95-608 du 6 mai 1995 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

Arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage modifié (fers de manutention),

Code de la santé publique.

3.2. REGLEMENTATION RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC.

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Arrêté du 25 juin 1980 modifié)

3.3. REGLEMENTATION GENERALE RELATIVE AUX ASCENSEURS :

Exigences essentielles de sécurité relatives à la conception et à la construction des ascenseurs et composants de sécurité définies par la directive européenne 2014/33/UE du 26 février 2014 et transposée en droit français par le Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016.

Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et Décret d'application n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le CCH.

Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 et l'arrêté du 18 novembre 2004 modifié (mise en sécurité des ascenseurs existants)

Circulaire du 13 décembre 1982 relative à la sécurité des personnes en cas de travaux de réhabilitation ou d'amélioration des bâtiments d'habitation (Ministère de l'équipement et du logement).

Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination.

3.4. NORMES FRANÇAISES RELATIVES AUX ASCENSEURS :

NF EN 12385-5 de mars 2021 : Câbles en acier - Sécurité - Partie 5 : câbles à torons pour ascenseurs

NF EN 81-20 (2020) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs –élévateurs pour le transport de personnes ou d'objet-Partie 20 : ascenseurs et ascenseurs de charge

NF EN 81-50 (2020) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais-Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.

NF EN 81-21 (2018) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs –élévateurs pour le transport de personnes ou d'objet- Partie 21 : ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants

NF EN 81-28 (2019) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- élévateurs pour le transport de personnes ou d'objet-Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge

NF EN 81-58 (2018) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examen et essais- Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières

NF EN 81-70 (2018) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs-Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge- Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes personnes y compris avec handicap.

NF EN 81-71+A1 (2006) : règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge : Partie 71 : Ascenseurs résistants aux actes de vandalisme

NF EN 81-77 (2022) : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques

NF P 82 207 (2018) : Ascenseurs- Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers

NF EN ISO 13857 (2019) : Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs ou inférieurs d'atteindre les zones dangereuses

NF EN 12015 (2020) : Compatibilité électromagnétique (émission)

NF EN 12016 (2013) : Compatibilité électromagnétique (immunité)

NFC. 15-100 (2002) : Règles d'installations électriques basse tension (complétée avec la mise à jour de juin 2005)

NF P 82 230 (2021) : Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration

3.5. REGLEMENTATION INCENDIE :

NF EN 81-72 (2020) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge Partie 72 : Ascenseurs pompiers

NF EN 81-73 (mars 2020) : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charges - Partie 73 : fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie

Arrêté du 6 mars 2006 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (meubles rembourrés, ascenseurs et autres).

3.6. DIVERS

Les règlements applicables à la protection contre la propagation des bruits provoqués par le fonctionnement des installations.

Cette liste n'est pas exhaustive, les différents textes et autres règlements concernant les installations et travaux, ainsi que les modifications ou additifs aux textes cités, devront être appliqués par le titulaire.

4. AMIANTE

Les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux sont annexés au présent marché. Les entreprises doivent en prendre connaissance et intégrer toutes les sujétions relatives à ces travaux dans leur offre.

Ce dernier comportera la liste non exhaustive des matériaux contenant de l'amiante et devant faire l'objet d'un retraitement.

Si les rapports « Rapports Amiantes Avant Travaux » contiennent de l'amiante ou du plomb, Ces travaux intègrent des interventions à proximité et sur des matériaux amiantés.

L'entreprise devra, pendant les travaux, se conformer aux recommandations du Maître d'œuvre, du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS le cas échéant. L'entreprise est libre de procéder, à ses frais, aux analyses complémentaires qu'elle jugera utile d'effectuer. Elle devra, dans le cadre de son offre globale et forfaitaire, se conformer aux recommandations du Maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS pour la réalisation de ses travaux, dans le respect de la réglementation en vigueur, et ce quels que soient les résultats des analyses complémentaires.

Intervention sur un ou des matériaux contenant de l'amiante (travaux relevant de la SS4) :

Dans le cadre des interventions sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante, les entreprises (titulaire du marché) et/ou sous-traitant devront conformément à la réglementation :

- Justifier de la formation de leur personnel,
- Justifier de leur qualification sous-section 4.

Ces justifications devront obligatoirement être intégrées à l'offre de l'entreprise. Les entreprises devront la réalisation de tous les modes opératoires nécessaires aux travaux comprenant notamment :

1. La nature de l'intervention, par exemple.
2. Les matériaux concernés, par exemple.

3. La fréquence et contrôle du niveau d'empoussièrement ; soit en référence à un chantier d'évaluation déjà réalisé précédemment, soit en se basant sur une base de données existante.
4. Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre. Le déroulement de l'intervention en présence d'un matériau amianté est détaillé étape par étape.
5. La description des EPI et MPC.
6. La décontamination des travailleurs ou équipements. Ici aussi, l'entreprise détaille étape par étape la procédure, par exemple : humification de la combinaison, puis les gants, puis le masque.
7. La notice de poste / et l'analyse des risques. On vient identifier le risque amiante et les moyens de préventions, mais aussi les autres risques : le travail en hauteur, les risques de blessure. Il s'agit de recenser tous les risques et de lister les moyens de prévention associés.
8. La gestion des déchets. L'entreprise décrit les déchets qu'elle estime.
9. La durée des temps de travail. Ce point concerne le temps estimé de l'intervention.

Retrait de matériaux amiantés (travaux relevant de la SS3) :

L'entreprise retirera les Matériaux Contenant de l'Amiante suivant le plan de retrait émis par une entreprise certifiée ou selon le mode opératoire de l'entreprise titulaire ;

Les travaux seront conduits dans le respect de la réglementation en vigueur. Toutes les sujétions de préparation de chantier, d'installations de chantier complémentaires, d'exécution proprement dite des travaux, de retrait et évacuation des déchets contaminés, de mesures libératoires, etc. seront considérées incluses dans la valeur de l'offre globale et forfaitaire.

Les travaux se déroulant dans le cadre réglementaire de la sous-section 3, l'entreprise les effectuant a l'obligation de fournir un plan de retrait.

Le Plan de Retrait doit être rédigé et envoyé par l'entreprise certifiée un mois avant le début de l'intervention à l'inspection du travail, Ainsi qu'à la CRAM et à l'OPPBT. Une copie du plan de retrait sera à nous transmettre.

L'entreprise en charge des travaux devra procéder à une analyse de risque, afin de déterminer les mesures de protection et de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée. En milieu habité l'usage des parties communes et couloir d'évacuation ne devront pas être condamnées ou rendues inaccessibles.

L'entreprise et/ou ses sous-traitants se conformeront aux législations en vigueur pour les phases retrait, stockage et transport :

- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret du 04 mai 2012,
- Arrêté du 07 mars 2013 (EPI),
- Arrêté du 14 décembre 2012 (Certification),
- Arrêté du 14 Août 2012 (Mesure d'Empoussièrement),
- Le code du travail
- Code de l'environnement.

5. CONDITIONS D'ACCES ET CIRCULATIONS

5.1. DOCUMENT A FOURNIR :

La liste des intervenants (nom, prénoms et nom société + mention des référents) devra être établie sur Excel et déterminera qui est autorisé à accéder au chantier et qui sera autorisé à prendre les badges au PCS

Cette liste devra être envoyée au Poste de Sécurité en copie svp

- o Le Maitre d'ouvrage
- o La Maitrise d'œuvre

Cette liste sera mise à jour de manière hebdomadaire (ou quand cela sera nécessaire)

5.2. ACCES SITE

Le(s) référent(s) désigné(s) prendront un badge chaque jour au PCS (accès via Rue ASSAS contre remise d'une pièce d'identité)

- o En fin de journée la badge devra être restitué au PCS et la pièce d'identité sera rendue
- o Les agents du PCS noteront les remises et restitution de badges sur un cahier de suivi contre émargement.

Pour les accès les samedis, il faudra faire un mail spécifique avec les mêmes interlocuteurs en copie.

5.3. CIRCULATION SUR SITE & REGLES

- Interdiction de circuler avec des transpalettes ou des matières dangereuses par les parties communes : passerelles, escaliers, ascenseurs, hall central étages non concernés etc. sauf dispositions prévues. Le matériel devra être manutention hors des heures d'accueil.
- Interdiction de fumer
- *Les intervenants devront porter T-Shirt/Gilet avec le nom de leur entreprise.*
- Les transpalettes sont interdits sur les parties en marbre/Pierre, des protections doivent être installées (type isorel).
- Tout tirage de câble en partie communes doit faire l'objet d'une autorisation préalable et d'un accompagnement par un agent du site (sur devis à charge du preneur ou entreprise)
- Les travaux Bruyants sont autorisés pendant la journée.
- Les circulations communes, Monte-charge, portes ect devront être protégées (avec de l'Isorel) et escaliers de secours également si nécessaire.

5.4. LIVRAISONS

- Les livraisons doivent transiter par le quai de livraison uniquement
- Il n'est pas possible de stocker du matériel sur le quai de livraison (uniquement temporairement, le temps de monter le matériel et il faudra prévenir le PCS)
- Le matériel livré doit être posé à plat dans les ascenseurs ou dans un chariot.
- Il est interdit de poser des plaques ou tout matériaux contre la paroi de l'ascenseur, contre les portes ou le faux-plafonds (risque d'endommagement du monte-charge et de pannes prolongées).
- Si le matériel ne passe pas par les ascenseurs, il devra être monté par les escaliers (les agents du PCS pourront vous donner accès le cas échéant)
- Les livraisons sont interdites via le parking ou les accès principaux du bâtiment
- Les livraisons sont interdites pendant les heures d'accueil des étudiants.
- Si des intervenants doivent monter des caisses d'outils de leur utilitaire via le parking ou extérieur, ils devront respecter les consignes du PCS. Ce type d'accès devra néanmoins être réduit au minimum pour éviter les dérives.

5.5. QUAI DE LIVRAISON

- Il n'est pas possible d'y faire stationner un véhicule, une fois la livraison effectuée, le véhicule doit partir
- De manière générale le conducteur du véhicule doit rester à proximité au cas où le véhicule doit être déplacé

5.6. **PERMIS FEU**

Les permis -feu sont délivrés de manière journalière.

C'est à l'entreprise de s'organiser afin qu'il puisse être délivré efficacement à savoir :

- La personne nécessitant le permis feu ainsi que la personne étant habilitée à signer le permis feu doivent se présenter en même temps au PCS

Le permis feu devra être signé par toutes les parties (pas de signature ultérieure). Il faudra indiquer au PCS qui sont les personnes habilitées à signer svp (à ajouter sur le listing)

Une vérification du matériel et EPI sera effectuée, si le matériel est en mauvais état ou que l'EPI n'est pas complet, aucun permis feu ne sera délivré. Un extincteur doit également être prévu par l'entreprise.

Si un agent constate que des actions nécessitant un permis feu sont effectuées sans permis feu, l'intervenant sera immédiatement stoppé.

5.7. **NETTOYAGE CHANTIER & SOURIS**

Il est impératif de prévoir un nettoyage du chantier régulier et tout particulièrement au niveau de la base vie. Aucune nourriture ne doit être laissée afin d'éviter une prolifération de souris (ou de rats).

Il est également important dans la mesure du possible de ne pas jeter les petites boîtes noires posées au sol ou sous le faux-plancher qui sont des pièges à souris et rats.

6. **ETENDUE DES PRESTATIONS**

La réalisation des ouvrages sera exécutée sous la direction et la responsabilité du titulaire conformément aux prescriptions des documents administratifs du marché.

Le titulaire sera responsable de plein droit envers le maître d'ouvrage des dommages, même résultant d'un vice de fabrication ou de sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans un de ses éléments d'équipement, le rendant impropre à sa destination.

La réalisation des travaux est prévue toute suggestion comprise. Les prestations à la charge du titulaire comprennent :

- Dispositions spécifiques à prendre concernant le risque lié au coronavirus COVID 19 :
- L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires en termes d'organisation, et de matériels afin de respecter les dispositions liées à la crise sanitaire due au coronavirus COVID 19
- Le guide de l'OPPBTP devra servir d'exemple pour les dispositions minimums à prendre en compte dans le cadre du chantier (guide téléchargeable sur : <https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19> »).
- L'installation d'une base vie, de cantonnements et de benne de stockage durant toute la durée des travaux (coûts et démarche auprès des administrations inclus). Des locaux pour la base de vie et de cantonnements pourront être mis à disposition par l'université, leur aménagement, entretien et remise en état étant à la charge de l'entreprise.
- La fourniture, le transport, la pose, le raccordement, la mise en œuvre et le réglage de tous les appareils et matériels nécessaires à la rénovation, mise en conformité et au fonctionnement normal des installations telles qu'elles sont définies dans les documents techniques particuliers.
- Le démontage, le stockage et l'enlèvement des matériels existants.
- Le balisage et la mise en place des protections collectives pour les zones à risque.

- L'enlèvement des gravas consécutifs aux travaux et le nettoyage des lieux.
- Les scellements, les percements, les reprises de maçonnerie et de peinture, la peinture antirouille et de finition sur les ouvrages de serrurerie.
- La main d'œuvre nécessaire à la fourniture, à la pose et aux essais des installations.
- Le raccordement des systèmes d'alarme ou de télésurveillance, y compris les liaisons câblées dans le cas d'un report dans un local différent du local machinerie.
- Le raccordement des alimentations électriques force et éclairage, y-compris le disjoncteur en pied de colonne y compris les liaisons câblées dans le cas d'un report dans un local différent du local machinerie.
- Raccordements des installations au réseau d'alimentation.
- Les mesures de sécurité à prévoir durant l'exécution des travaux jusqu'à la livraison définitive des ouvrages.
- La fourniture de tous les documents, note de calcul, schémas et plans nécessaires à la réalisation et à la bonne exécution des travaux. Et, au terme de ces derniers, le dossier technique des ouvrages réalisés conformément aux normes en vigueur et ce, dans le délai défini par le maître d'œuvre sous peine d'application de pénalités.
- Sur demande du Maître d'ouvrage ou de son représentant ou du Maître d'œuvre, tout document pouvant justifier de la provenance ou de la qualité des matériaux utilisés et ce, dans le délai défini par le maître d'œuvre sous peine d'application de pénalités.
- Les démarches auprès des administrations concernées, directement ou indirectement, par les travaux décrits dans les documents contractuels.
- L'assistance nécessaire à l'information et à la formation le cas échéant, du personnel qui sera chargé de la conduite des installations.
- L'armoire de commande ne devra pas être personnalisée et l'outil de paramétrage et de diagnostic qui serait nécessaire devra être fourni à la réception des ouvrages au Maître de l'Ouvrage qui en sera propriétaire. Les notices et autres tables de correspondance seront fournies en langue française et sont la propriété de Maître d'Ouvrage.
- Les contrôles des installations conformément à la Directive Européenne 2014/33/UE relative à la fourniture et la mise sur le marché d'ascenseurs neufs.
- La remise en état des anciens locaux machinerie, planéité du sol, remise en état de l'éclairage, mise en sécurité du tableau d'arrivée de courant, accès massif, etc... afin de le rendre exploitable par le maître d'ouvrage est également prévu au marché.

L'énumération des travaux à exécuter dans le présent document, peut ne pas être exhaustive. Le titulaire devra tous les travaux nécessaires pour assurer une parfaite réalisation des ouvrages.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas prétexter qu'une prestation n'a pas été correctement définie, en vue de ne pas exécuter les ouvrages permettant un fonctionnement parfait et en toute sécurité des installations.

De base la DPGF sera scrupuleusement complétée, néanmoins, les entreprises ont la faculté de proposer en variante toute solution qui leur semble la mieux adaptée à la construction ou à l'objectif recherché. Les variantes doivent être chiffrées séparément et être accompagnées d'une notice explicative permettant d'apprécier efficacement la valeur des propositions.

La notice doit faire ressortir les avantages économiques et techniques d'installation et d'exploitation. Les variantes proposées doivent être en parfaite conformité avec l'esprit des documents contractuels et notamment, avec les documents techniques particuliers.

Il appartient au Titulaire d'apprécier la nature et l'étendue des travaux à réaliser et de signaler, le cas échéant, à l'occasion de la remise de son offre, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever. Il fournira le détail et le coût des prestations.

7. PRESTATIONS PARTICULIERES

Le titulaire du marché étant responsable des travaux annexes et connexes des ouvrages décrits dans les documents contractuels, il devra livrer des installations permettant un fonctionnement fiable et en toute sécurité et devra s'assurer de l'ensemble des obligations ci-dessous :

L'ensemble des études préliminaires, permettant d'apporter l'assurance que les travaux n'affecteront pas la solidité et la stabilité des ouvrages existants, est la charge du titulaire.

Le titulaire est réputé avoir réalisé, avant la remise de son offre, **tous les essais, vérifications et pesées nécessaires** à l'appréciation des installations et au chiffrage de ses travaux, y compris la qualification des besoins spécifiques liés aux contraintes de fixation des nouveaux matériels et les études de structures y afférent, le dévoiement de matériel et les études y afférent, le régime de neutre et les équipements électriques nécessaires à la compatibilité du régime de neutre TT.

Il est réputé avoir tenu compte de l'ensemble des documents, des caractéristiques structurelles et obligations nécessaires pour remettre une offre en adéquation avec le matériel proposé.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à la réception d'un quelconque avenant sur le manque de connaissance des sites et des installations ou d'éléments tels que moyens d'accès et de stockage, conditions climatiques ou en relation avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

7.1.1. Ascenseur Duplex Gauche – ASC HPZ90 (ASC 3)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf sans Machinerie suivant l'ensemble du dossier de consultation. Plus particulièrement :

- Démontage
- Pose ascenseurs neuf
- Reprise des paliers au droit des ouvrages à l'identique
- Raccordement des éléments électriques existants (PC Sécurité, Badges, AES, etc...)
- Mise en place des LISSES de protection en bois en cabine.
- Conservation du raccordement AES existant
- Mise en place de potelet au niveau des paliers (Sous-sol -1, RDB et RDH) afin de protéger les portes en cas d'utilisation de chariots manuel ou électrique.
- **il est nécessaire de supprimer le service traversant de l'appareil de gauche. Par conséquent, l'accès 180° sera supprimer et l'ascenseur sera un simple accès.**

7.1.2. Ascenseur Duplex Droite – ASC HPZ91 (ASC 2)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf suivant les caractéristiques ci-dessus et comprend :

- Démontage
- Pose ascenseurs neuf complet
- Reprise des paliers au droit des ouvrages à l'identique
- Raccordement des éléments électriques existants (PC Sécurité, Badges, AES, etc...)
- Mise en place de protection afin de protéger les portes palières susceptible de recevoir des chocs de chariot manuel ou électrique. **De plus des seuils renforcés en acier pleins seront à prévoir.**
- Mise en place des LISSES de protection en bois en cabine.
- Conservation du raccordement AES
- Une porte palière EI60 à prévoir au SSol-1 côté locaux Crous
- Mise en place de potelet au niveau des paliers (Sous-sol -1, RDB et RDH) afin de protéger les portes en cas d'utilisation de chariots manuel ou électrique.

- *Mise en place d'un dispositif d'ouverture privative au Sous-sol -1 côté CROUS, est impérative et de préférence via le contrôle d'accès existant : Chubb CH400 Version 7 superviseur de type PRYSM AppVision V 3.5.14.3. Il faudra prévoir un mode opératoire avec le Crous afin d'organiser la gestion des entreprises de livraison.*

7.1.3. Ascenseur Bibliothèque – ASC HPZ92 (ASC 5)

Remplacement de l'ascenseur existant par un ascenseur neuf suivant les caractéristiques ci-dessus et comprend

- *Démontage*
- *Pose ascenseurs neuf complet sans Machinerie*
- *Reprise des paliers au droit des ouvrages a l'identique*
- *Raccordement des éléments électriques existants (PC sécurité, Badges, AES, appel prioritaire pompier etc...)*
- *Mise en place de seuil renforcés.*
- *Proposition de mettre en place des LISSES de protection en bois en cabine non obligatoire car manutention de ramette de papier. L'ascenseur Bibliothèque est largement utilisé, notamment pour des livraisons de papier sur chariot*

8. APPRECIATION DES OUVRAGES

Le titulaire du marché étant responsable des travaux annexes et connexes des ouvrages décrits dans les documents contractuels, il devra livrer des installations permettant un fonctionnement fiable et en toute sécurité et devra s'assurer de l'ensemble des obligations ci-dessous :

L'ensemble des études préliminaires, permettant d'apporter l'assurance que les travaux n'affecteront pas la solidité et la stabilité des ouvrages existants, est la charge du titulaire.

Le titulaire est réputé avoir réalisé, avant la remise de son offre, **tous les essais, vérifications et pesées nécessaires** à l'appréciation des installations et au chiffrage de ses travaux, y compris la qualification des besoins spécifiques liés aux contraintes de fixation des nouveaux matériels et les études de structures y afférent, le dévoiement de matériel et les études y afférent, le régime de neutre et les équipements électriques nécessaires à la compatibilité du régime de neutre TT.

Il est réputé avoir tenu compte de l'ensemble des documents, des caractéristiques structurelles et obligations nécessaires pour remettre une offre en adéquation avec le matériel proposé.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à la réception d'un quelconque avenant sur le manque de connaissance des sites et des installations ou d'éléments tels que moyens d'accès et de stockage, conditions climatiques ou en relation avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

9. MODE OPERATOIRE ET DUREE DES OUVRAGES

9.1. **MODE OPERATOIRE**

Les travaux se dérouleront en milieu occupé. En conséquence, le titulaire doit prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour que les ouvrages soient réalisés dans des conditions optimales de sécurité pour les biens et les personnes.

Le titulaire devra, avant tout démarrage de travaux, soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage ou de son représentant, les plans, planning, notes de calcul et tous les documents afférents à la réalisation, afin de permettre une parfaite compréhension des projets.

Le candidat devra fournir un MEMOIRE TECHNIQUE pour justifier l'ensemble de son offre, aussi bien technique qu'humaine.

9.2. **DUREE DES TRAVAUX**

La durée des travaux devra être conforme au calendrier contractuel d'exécution fourni par le Titulaire du marché.

Les travaux étant réalisés dans un immeuble occupé, l'immobilisation de chaque ascenseur devra être réduite au

minimum. Le titulaire devra donc aménager et organiser ses interventions en conséquence.

Les travaux seront réalisés pendant la durée de vacances scolaire afin de ne pas avoir de coactivité avec les étudiants.

L'exécution des travaux relatifs aux ascenseurs duplex sera du 1er juin au 12 septembre 2026, soit 15 semaines, avec le maintien de la disponibilité d'au moins un ascenseur hors période du 13 juillet au 29 août afin d'assurer les activités du site.

L'ascenseur BIBLIOTHÈQUE pourra être réalisé lors de la seconde phase si la maîtrise d'ouvrage valide la variante.

Il est possible d'interrompre temporairement les ascenseurs duplex, même si ce n'est pas prévu, pendant plusieurs heures, après avoir reçu la communication et obtenu l'approbation du maître d'ouvrage.

9.3. PLANNING GLOBAL

Un planning détaillé devra être fourni pour l'ascenseur contenant les éléments suivants :

- Délai d'étude
- Délai d'approvisionnement
- Délai de démontage
- Délai de montage
- Délai des finitions
- Délai d'inspection finale
- Délai de levée des réserves
- Délai global d'exécution pour l'ensemble des travaux

9.4. ÉCHANTILLONS

Les échantillons suivants devront être soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre :

- Boîte à boutons cabine - Indicateurs de position et de direction.
- Revêtement du sol, des parois et du plafond cabine.
- Toutes les pièces visibles non énumérées, contenues dans les travaux - Documents photographiques se rapportant aux installations.

9.5. DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LE DEMARRAGE DES TRAVAUX

Le titulaire doit, avant tout démarrage de travaux, soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage ou de son représentant, tous les documents afférents à la réalisation. Notamment :

- La disposition et l'implantation de la boîte à boutons dans la cabine.
- Les principales caractéristiques des organes et équipements de sécurité s'ils sont remplacés dans le cadre du présent contrat.

Le démarrage des travaux est subordonné à un avis favorable du Maître d'ouvrage ou de son représentant et du Maître d'œuvre de l'ensemble du dossier technique remis par le titulaire ainsi que les documents de sous-traitance.

Le titulaire devra tenir compte des observations et modifier ses documents en conséquence. A cet égard, le titulaire ne pourra prétendre à aucune augmentation de prix ou décalage de planning remis dans son offre.

9.6. CONTRAT DE MAINTENANCE

Le Titulaire aura en charge la maintenance de l'ascenseur dès leur mise en service. Les ascenseurs non rénovés resteront en charge du prestataire actuel. Le contrat sera établi pour une durée d'une année. Les clauses seront spécifiées en annexe.

9.7. GARANTIE

Les installations seront garanties :

- *Pendant un (1) an au titre du parfait achèvement, Article 1792-6 du Code Civil, avec maintenance incluse, selon le contrat proposé par le Titulaire.*
- *Pendant deux (2) ans au titre du bon fonctionnement, Article 1792-2 du code Civil.*
- *Pendant dix (10) ans au titre de la décennale.*

Pendant ce délai, l'entrepreneur devra remplacer, à ses frais, toutes pièces qui viendraient à ne plus remplir leur office par vice de construction, de montage, défaut de matière, usure anormale, ...

9.8. ATTESTATIONS ET CERTIFICATS

La copie des attestations d'examen UE de type pour les organes et dispositifs de sécurité remplacés.

Le démarrage des travaux est subordonné à un avis favorable du Maître d'ouvrage ou de son représentant et du Maître d'œuvre de l'ensemble du dossier technique remis par le titulaire ainsi que les documents de sous-traitance.

Le titulaire devra tenir compte des observations qui lui seront indiquées et modifier ses documents en conséquence. A cet égard, le titulaire ne pourra prétendre à aucune augmentation de prix ou de décalage de son planning remis dans son offre.

10. DEFINITION TECHNIQUE DES TRAVAUX

10.1. PREAMBULE

Les caractéristiques de l'ascenseur après les travaux de remplacement ne devront pas être inférieures à celles existantes. En conséquence, tous les équipements existants (surcharge, non stop, indicateurs, etc.) doivent être prévus dans l'offre, sauf précisions particulières, même s'ils n'ont pas été spécifiés dans le présent document.

10.2. GENERALITES

Lorsque le poids, la taille et/ou la forme des composants empêche leur manutention à la main, ces derniers doivent être :

- Soit munis de point d'accrochage pour l'utilisation d'un treuil de manutention ainsi que l'estampillage.
- Soit conçus de manière que de tels points d'accrochage puissent être réalisés.
- Soit d'une forme permettant la fixation aisée d'un treuil de manutention.

Pour chacun des éléments utilisés dans le cadre des travaux, il doit être envisagé les risques encourus. Les éléments doivent être :

- Conçus conformément à la pratique technique et aux règles de calcul et de l'art habituelles, avec prise en compte de tous les modes de défaillance.
- Correctement construits mécaniquement et électriquement.
- Fabriqués avec des matériaux présentant une résistance suffisante et des qualités appropriées.
- Exempts de défaut et vice caché.

Les éléments doivent être dimensionnés de telle sorte que les caractéristiques dimensionnelles et de fonctionnement, pour lesquelles ils ont été prévus, demeurent malgré l'usure normale.

Les éléments doivent être choisis en fonction du contexte de fonctionnement, de façon à ce que les influences prévisibles de l'environnement et les conditions particulières de travail n'altèrent pas la sécurité de fonctionnement de l'installation.

La conception des éléments porteurs doit permettre un fonctionnement en toute sécurité de l'installation pour des charges utiles comprises entre 0 et 125 % de la charge nominale.

Pérennité des pièces : 20 ans minimum sur l'approvisionnement des composants

Le Titulaire détaillera tous les travaux annexes nécessaires à la bonne exécution des travaux (maçonnerie, serrurerie, peinture, ...) et fournira un descriptif précis par poste dans la D.P.G.F.

Alimentation électrique : Mise en conformité des lignes force et éclairage, depuis le tableau du local machinerie

d'ascenseur actuel.

A la charge du Titulaire la fourniture et la pose du câble d'alimentation et la protection mécanique depuis le tableau d'arrivée de courant vers le nouveau coffret

Fournir le calcul pour la puissance d'alimentation électrique afin de revoir, si nécessaire, la puissance souscrite à E.D.F.

10.3. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de la protection de l'environnement et notamment le traitement des déchets, le candidat devra autant que possible trier les déchets pour une revalorisation de ceux-ci.

Les goulottes plastique présentes en machinerie ou en gaine technique pourront être conservées si elles sont en bonne état. Dans ce cas, elles devront être nettoyées.

11. ESSAIS, CONTROLES TECHNIQUES ET MISE EN SERVICE

11.1. VERIFICATIONS PREALABLES A LA MISE EN SERVICE

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais sont à la charge du titulaire. Le titulaire doit avoir procédé aux essais et vérifications de fonctionnement de l'ascenseur. Le résultat de ces essais sera transmis au Maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard le jour de la réception des installations.

Les essais ont notamment pour objet de vérifier la sécurité de fonctionnement de l'ensemble des éléments mécaniques et électriques. Le contrôle sur le site comprend la vérification par examen visuel, mesures et essais : De la conformité de l'installation aux normes et règlements en vigueur, ainsi qu'aux caractéristiques et performances contractuelles ; De la conformité avec le dossier d'exécution établi par le titulaire du marché et accepté par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

Les essais en charge seront réalisés en présence du Maître d'ouvrage ou son représentant.

En cas d'anomalies rencontrées, une visite de levée des réserves aura lieu 4 semaines après la réception.

Toutes les interventions supplémentaires du bureau d'études pour le suivi de la levée des réserves seront à la charge de l'Entrepreneur.

11.2. MISE EN SERVICE

La réception des installations peut ne pas être prononcée pour tout défaut de fonctionnement, de non-conformité aux normes et aux conditions contractuelles imposées, notamment en ce qui concerne :

- Le réglage des verrouillages électromécaniques de portes palières - Les dispositifs de sécurité (fin de course, anti-patinage des câbles, parachute, freins, réouverture de la porte cabine, etc.).
- L'isolement des installations électriques - La puissance et l'échauffement des organes.
- Les jeux et réserves de fonctionnement.

La mise en service des ascenseurs ne pourra être réalisée qu'après la levée des réserves et remise de la déclaration UE de conformité par l'installateur en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

11.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES A FOURNIR A LA MISE EN SERVICE

A la mise en service, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le dossier technique de l'installation, en autant d'exemplaires que demandés par le Maître d'ouvrage, comprenant notamment les documents suivants :

- Les plans d'exécution des ouvrages – Les schémas électriques de principe et de câblage.
- Les notices relatives à l'entretien, aux différents réglages, et à l'utilisation de la manœuvre de secours

Tous les documents et notices devront être rédigés en Français.

Les copies des attestations d'examen de type, de déclaration du fabricant attestant que les éléments fournis sont identiques à ceux ayant fait l'objet de l'examen de type conformément à la directive européenne 2014/33/UE.

10. ANNEXES

Annexe 1 : Caractéristiques des ascenseurs existants 2025

Annexe 3 : Fiche descriptives des travaux attendus REMPLACEMENT 2025

Annexe 4 : DPGF 2025

Annexe 5 : RAAT

A Le, L'ENTREPRISE

Nom et qualité :

Signature :